Opinion

CHILI - De la démocratie réelle au simulacre de démocratie

Jorge Franco

lundi 26 avril 2021, mis en ligne par Françoise Couëdel

14 avril 2021.

La campagne contre le « danger du populisme » n'est rien moins, en réalité, qu'un stratagème des pouvoirs factuels existants pour discréditer à l'avance toute possibilité d'une authentique avancée démocratique.

Dans le débat politique en cours les élites dominantes discréditées n'ont de cesse d'alerter, encore et encore, contre le sinistre fantôme du « populisme ». Que cherchent-elles à stigmatiser avec ce terme ? Ni plus ni moins que l'« irresponsabilité » supposée et inhérente que supposerait d'écouter en politique les « voix de la rue », quelle que soit la justesse de leurs demandes. Cette irresponsabilité viendrait de l'impossibilité supposée de satisfaire ces demandes faute de ressources disponibles toujours limitées. En conséquence le « populisme » conspirerait contre une évaluation rationnelle des problèmes et de leurs solutions, et engendrerait de ce fait plus de mal que de bien. Donc le « populisme » saperait et finalement détruirait irrémédiablement la démocratie, qui serait dans son essence l'art de « se mettre d'accord dans le cadre du possible ».

Néanmoins, cette condamnation du « populisme » dans laquelle on a inconsidérément coutume de mettre dans un même sac aussi bien Trump, Le Pen et Bolsonaro que Chávez, Kirchner et Lula est simplement un stratagème des pouvoirs en place qui dominent dans le monde d'aujourd'hui. Il convient d'observer que, dans le cas des premiers, le populisme ne serait qu'une question de formes, une façon d'installer sur la scène politique le style grande gueule qui accrédite et amplifie les préjugés et les superstitions des secteurs les plus attardés du plus grand nombre, en exaltant sur le mode fascisant leurs passions les plus basses. Dans le cas des seconds il s'agit plutôt de prendre en charge, du moins en partie, les plus fortes exigences de justice et d'obliger les plus riches à y remédier un tant soit peu. C'est-à-dire que ce n'est pas une question de forme mais de contenu, aussi limité que soit ce dernier.

C'est pour cette raison que le « populisme » inquiète véritablement ceux qui contrôlent le pouvoir et les medias et qu'ils le considèrent comme un danger. Mais cela est lié aussi à un problème politique essentiel : celui du sens qu'a réellement le concept si malmené de démocratie. Car pour les ennemis du « populisme » la démocratie a évidemment un sens très différent de celui que ce terme évoque : le pouvoir du peuple. Définition à laquelle Lincoln a ajouté, en outre, « pour le peuple et par le peuple ». De là que son principe fondateur ne soit pas différent de celui de la souveraineté populaire. C'est dire : le souverain, appelé à établir les normes de coexistence sociale, n'est pas un monarque de droit divin ou une autre forme de pouvoir au-dessus du peuple, mais exclusivement le peuple lui-même. Ce qui signifie que, pour être légitime et donc respectable, la loi doit être claire et être la libre expression de la volonté populaire.

En revanche ce que nous avons réellement aujourd'hui, non seulement au Chili mais aussi dans pratiquement toutes les « démocraties occidentales », c'est un système politique dont les représentants, même s'ils sont élus par les citoyens, dans l'exercice de leurs mandats s'affranchissent aussitôt de cette volonté citoyenne qu'ils prétendent représenter. Représentants dont les pouvoirs se trouvent en outre, dans le cas du Chili, fortement réduites par les normes et les institutions héritées de la dictature, lesquelles rendent virtuellement impossible toute modification substantielle du système social en vigueur,

tant au niveau juridico-politique qu'au niveau du pouvoir politique. En conséquence, ses représentants jouent un rôle bien rémunéré qui se réduit à représenter sur la scène politique une parodie inoffensive de démocratie au service de ceux qui contrôlent effectivement le pays : les pouvoirs de fait du grand capital.

C'est pour cela que les défenseurs du système s'efforcent de déguiser sous des atours démocratiques des agissements et des normes, ostensiblement antidémocratiques, qui pervertissent la représentativité des institutions politiques et empêchent un réel exercice de la volonté souveraine du peuple, tout en affirmant hypocritement que ce qui est démocratique ce n'est pas le règne de la volonté majoritaire mais celui des consensus. Ceux qui s'attachent à ce discours, tout en affirmant que la majorité ne peut pas prétendre « passer la niveleuse » sur la minorité, oublient systématiquement le fait que, dans le Chili d'aujourd'hui, l'immense majorité du peuple doit supporter quotidiennement le poids de cette niveleuse qui leur écrase le dos. C'est le type de « coexistence » qu'a maintenue intacte, au cours des trois dernières décennies, la dénommée « démocratie des consensus ».

Avec elle, l'usage a été que les parlementaires se consacrent à « concocter » dans le secret, au détriment de la population qui les a élus, les lois qui, comme un costume sur mesure, conviennent le mieux aux intérêts de cette minorité riche et puissante. Une démonstration éloquente de l'enracinement et de la mise en œuvre habituelle de cette pratique parmi les membres de l'élite politique est la déclaration de l'ex-ministre Mariana Alwin, dans un entretien publié par *El Mercurio*, le 5 avril dernier. À la question de s'il devrait y avoir un espace de dialogue privé dans la Convention constitutionnelle à laquelle elle postule actuellement, elle répond : « Il faut qu'elle soit la plus transparente possible, mais les accords ne se font pas en vitrine, il faut qu'il y ait des espaces d'échanges entre les membres de la convention et aussi des espaces de participation des citoyens. Si tout se passait devant une fenêtre grande ouverte il serait impossible d'obtenir des accords ».

La transparence en effet fait office de barrière de contention efficace contre la corruption, le trafique d'influences, les mauvaises pratiques, les abus et les arbitraires. C'est pour cette raison que les ennemis du « populisme » préfèrent opérer dans l'ombre pour pouvoir maintenir à distance les demandes de la majorité. Mais ce n'est évidemment pas le seul moyen qu'ils utilisent. Ils s'efforcent aussi de maintenir la population dans l'ignorance des subterfuges divers qui leur permettent de créer des situations de privilèges imprésentables. Il ne serait pas légitime, certes, que la majorité prétende ignorer les *droits* civils et politiques de la minorité. Mais une autre chose est que cette minorité prétende sous le couvert de l'*élitisme* actuellement existant que leurs intérêts priment sur ceux de l'immense majorité. Cela explique que la campagne contre le *danger du populisme* est en réalité un stratagème des pouvoirs en place existants pour discréditer toute possibilité d'une authentique avancée démocratique qui en finisse définitivement avec le système politique corrompu et la mascarade de démocratie, et qui leur permet de perpétuer les privilèges scandaleux dont ils ont joui jusqu'à aujourd'hui depuis l'époque de la dictature.

Traduction française de **Françoise Couëdel**.

Source (espagnol) : https://www.alainet.org/es/articulo/211807.